

### **37 – MOTION – soutien au mouvement social**

#### **Sur rapport de Monsieur le Maire, exposant,**

Depuis le 17 novembre 2018, notre pays fait face à une colère populaire légitime. Partout en métropole et dans l'outre-mer, sur les ronds-points, aux péages ou dans les cortèges qui ont défilé tous les samedis, les français disent leur exaspération de cette politique d'austérité et de mépris. Ce mouvement dit des « gilets jaunes » au départ centré sur l'augmentation du prix du carburant puise ses racines non pas dans un soi-disant « ras-le-bol fiscal » mais dans un véritable ras-le-bol face à l'absence de redistribution des richesses. Le Président Macron et son gouvernement augmentent la taxe sur les carburants et *en même temps* suppriment l'Impôt de solidarité sur la fortune !

Nos concitoyens demandent simplement le droit d'avoir un travail et de pouvoir en vivre dignement, d'avoir accès aux services publics, des moyens pour les collectivités et les communes en particulier pour répondre à leurs besoins. A Montataire, le revenu médian s'élève à 13 400€/an, et dans le quartier politique de la ville des Martinets cela tombe à 9 600€/an. Les pensions des retraités sont ponctionnées par la CSG, les minimas sociaux n'augmentent plus. Les Collectivités territoriales, premier rempart de services publics, perdent 13 milliards d'euros. D'après le rapport de septembre 2018 du Secours Populaire, 1 français sur 5 n'a pas les moyens de faire 3 repas par jour.

Face à ces constats accablants pour un pays riche comme la France, Emmanuel Macron, et son gouvernement décident de supprimer l'ISF, supprimer la taxe sur les dividendes, pour un coût de 8 à 10 milliards d'euros. Le CICE, est doublé en 2019 : 40 milliards de cadeaux aux grosses entreprises sans contreparties. Dans l'Oise, Froneri-Nestlé a bénéficié de 828 000 euros de CICE en 2017 et supprime aujourd'hui près de 500 emplois. Il faut ajouter à cela les 80 milliards à 100 milliards d'euros de fraude fiscale qui échappent chaque année à l'impôt.

D'après Oxfam en 2018 « 10% des Français les plus riches détiennent plus de la moitié des richesses du pays. », et dans le même temps, l'Etat explique aux femmes enceintes du bassin creillois qu'elles ne pourront plus accoucher dans leur maternité parce qu'il faut réaliser des économies.

Toute cette violence sociale de la part de l'Etat est insupportable.

Pas de justice climatique sans justice sociale et fiscale. Comme le disent les gilets jaunes « que les gros (GAFAM) payent gros, que les petits (artisans, TPE, PME) payent petit ».

Nous condamnons fermement les débordements et les violences commises en marge des manifestations, et plus particulièrement celles des lycéens ce lundi 10 décembre à Creil, Nogent-sur-Oise, et en moindre mesure à Montataire. Mais nous condamnons avec autant de fermeté les ordres donnés aux forces de l'ordre qui aboutissent à un déchainement de violence.

Le Président de la République qui s'exprime ce soir, lundi 10 décembre 2018, doit sortir de son attitude méprisante et, plutôt que des gaz lacrymogènes et des blindés, doit apporter des vraies réponses à la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays.

Par la présente motion, le Conseil municipal de Montataire soutient la mobilisation citoyenne.